

Questions orales

● (1440)

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, la Commission Deschênes n'a pas demandé de prolongation de six mois. Elle nous a écrit il y a quelques semaines pour nous parler de ses travaux. Elle a fait un excellent travail, comme le sait le député. Elle a dit qu'elle ne pourrait pas terminer complètement pour la fin de juin, car elle pensait devoir avoir fini pour cette date. Elle a alors proposé certaines options. En raison de la maladie du juge Deschêne qui a duré trois mois environ, nous avons annoncé à celui-ci que nous accorderions un délai supplémentaire de trois mois, et que le rapport devrait par conséquent être présenté pour le 30 septembre.

Comme le sait le député, l'U.R.S.S. n'a pas répondu à la commission qui demandait la permission d'aller recueillir des témoignages là-bas. La commission a dû attendre cinq mois pour recevoir une réponse, et elle ne remplit pas toutes les conditions qui ont été établies. Elle a enfreint les conditions en révélant au public et aux journaux le nom de deux des personnes sur lesquelles porte l'enquête. L'ensemble des conditions...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre pourrait peut-être terminer sa réponse en faisant une déclaration.

M. Crosbie: Voilà la situation en ce qui concerne l'U.R.S.S.

* * *

LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI**LE DÉBLOCAGE DES CRÉDITS**

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. D'après un sondage publié aujourd'hui, 28 p. 100 seulement des Canadiens sont satisfaits des programmes de création d'emplois du gouvernement. Quand la ministre commencera-t-elle à écouter les Canadiens et cessera-t-elle de faire de la politique avec ces programmes? Vu que le taux de chômage est de 9.6 p. 100 pour l'ensemble du Canada, mais de 24 p. 100 dans la péninsule acadienne, restaurera-t-elle le budget de l'emploi à son niveau de l'an dernier et libérera-t-elle l'argent gelé par son ministère dans tout le pays?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, notre Planification de l'emploi conduit certainement à des résultats, puisque le nombre d'emplois créés au cours des derniers dix-huit mois s'élève maintenant à quelque 630,000.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Je peux dire au député que même si un certain nombre de ses collègues ont insisté aujourd'hui pour que nous ne fassions pas de formation et de création d'emplois dans la péninsule acadienne...

M. Gray (Windsor-Ouest): Nous n'avons jamais dit cela.

Mlle MacDonald: ... nous allons en faire, que ce soit au Cap-Breton ou dans certaines parties de Terre-Neuve, ainsi que nous l'avons fait dans certaines villes ayant une seule industrie comme Sault-Sainte-Marie, Trail et autres où le chômage est très élevé.

Des voix: Règlement.

Mlle MacDonald: Nous continuerons dans cette voie.

LES RÉSULTATS D'UN SONDAGE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est): Monsieur le Président, quand le ministre commencera-t-il à dire toute la vérité...

Des voix: Règlement!

M. Allmand: ... commencera-t-il à dire toute la vérité...

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

M. Hnatyshyn: Un par semaine, Warren.

M. Crosbie: Expulsé pour la journée. Reine de la journée.

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît, y compris le ministre de la Justice. Le député sait que je dois lui demander, comme je l'ai fait pour le ministre des Finances, de retirer l'accusation contenue dans ses propos et de poser simplement sa question. Je prie le député de bien vouloir retirer son accusation.

M. Allmand: Monsieur le Président, je ne savais pas que toute la vérité une demi-vérité était contraire au Règlement, mais le ministre sait...

Des voix: Règlement!

M. le Président: Le député retire-t-il l'accusation que la présidence a perçue dans son observation?

M. Allmand: Monsieur le Président, je ne sais pas ce que je dois retirer, mais je le ferai, puisque vous me le demandez. Je pense n'avoir rien dit de mal. Le ministre sait que même si l'ont crée de nombreux emplois, bien d'autres disparaissent. Ceux qui sont créés sont souvent mal rémunérés, à temps partiel, temporaires et non syndiqués...

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Pour la dernière fois, le député a-t-il une question à poser?

M. Allmand: Quand le ministre dira-t-il sans détour à tous les Canadiens toute la vérité et quand reconnaîtra-t-il l'insatisfaction qui ressort du sondage d'aujourd'hui?